

25/02/10

Agriculture - Il est urgent de réguler les marchés

« La pérennité des exploitations passe-t-elle par la régulation des marchés ? » A cette question, 500 membres du monde agricole de Charente-Maritime, rassemblés à Saintes par le Crédit Mutuel, ont apprécié la réponse « oui » argumentée par Jacques Carles, fondateur et délégué général de **Momagri** (Mouvement pour une **organisation mondiale** de l' **agriculture**).



Sur la photo : de gauche à droite : Jacques Carles (Fondateur et Délégué Général de **momagri**), Marie Thérèse Bonneau (Secrétaire Général Adjoint de la FNPL) ; Luc Servant (Président de la Chambre d'Agriculture de Charente Maritime), Jérôme Landriau (Directeur de Soufflet Atlantique) ; Jean Bernard De Larquier (Représentant officiel de la famille des viticulteurs au BNIC), Gilles Bely (journaliste - écrivain).

Pour l'économiste, l'agriculture est « un bien public ». Elle n'est donc pas une marchandise comme les autres. Elle est « spécifique et stratégique ». A une époque où « les prix sont volatils », où « des fonds d'investissement captent des terres en Afrique et en Amérique du Sud », où « près de la moitié de la population du globe vit sous le seuil de pauvreté », où « la croissance démographique est forte », il est « urgent et nécessaire de réguler » si l'on ne veut pas assister « à quelque chose qui serait gravissime, beaucoup plus qu'une famine, une révolte ». Or, poursuit Jacques Carles, « jamais les marchés n'ont été aussi peu régulés ». Devant le constat d'échec des modèles qui ont tous fait faillite, il prône « la mondialisation d'un marché régulé » pour une agriculture première génératrice d'emploi de la planète et pierre angulaire du développement des pays pauvres, une agriculture par ailleurs responsable de la sécurité alimentaire et assurant la qualité de l'environnement.

Évaluation du site

Portail destiné à l'agriculture, Agrisalon diffuse une large sélection de liens mais aussi des brèves d'actualités, des publications et des textes officiels concernant l'agriculture.

Cible
Professionnelle

Dynamisme* :4

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

Cette régulation, les acteurs locaux la revendiquent eux aussi, à l'instar de Luc Servant, président de la Chambre d'Agriculture, qui « attend des signes politiques forts pour des agriculteurs qui constatent une baisse de 50 % de leurs revenus sur deux années ». Avis partagé par Marie-Thérèse Bonneau, secrétaire générale adjointe de la Fédération nationale des producteurs de lait : « Nous traversons aussi une crise du sens ; nous avons le sentiment d'un pacte rompu avec l'Europe mais il nous faudra présenter des projets pour les producteurs français, ne pas se contenter de la contestation. » Jérôme Landriau, directeur de Soufflet Marans, plaide pour « la gestion du risque marché, avec des producteurs qui anticipent, en se fixant un objectif de vente ». Jean-Bernard de Larquier, représentant officiel de la famille de la viticulture au Bureau national interprofessionnel du Cognac, réclame lui aussi, de « la réglementation, un cadre donné par les Pouvoirs publics ».

Les agriculteurs sont inquiets, en attente. Le Crédit Mutuel leur a donné un temps de réflexion et une bouffée d'oxygène pour le moral grâce au one-man -show d'Hervé Gougeon, qui leur a révélé avec humour que « rien de grand ne s'est jamais fait sans enthousiasme . et sans persévérer».